

POPULATIONS DÉPLACÉES EN COLOMBIE ET INSERTION URBAINE

Le déplacement des populations est l'une des conséquences sociales les plus dramatiques de la lutte armée des dernières décennies en Colombie. Malgré la création d'une zone démilitarisée dans le sud du pays en 1999 et l'ouverture d'un dialogue de paix avec les forces de la *guérilla* la plus importante du pays, le conflit armé s'est élargi de plus en plus. Face à l'utilisation croissante de la terreur, le déplacement de la population rurale continue d'augmenter. Les flux migratoires dominants ont pour destination principale les grands centres urbains et les villes moyennes, ainsi que la ville de Bogota, la capitale du pays¹.

Le déplacement forcé de la population rurale doit être abordé comme un *processus multidimensionnel* qui ne s'achève pas au moment de l'arrivée en ville, et qui ne se borne pas à la lutte pour la survie matérielle. Se déplacer comporte une perte et un déracinement. Se déplacer de manière forcée signifie en plus rompre avec le projet de vie² et avec une certaine élaboration – qu'elle soit profonde ou rudimentaire – de l'avenir personnel à partir du passé. Les femmes et les hommes vivent ces expériences de rupture de manière différente, s'approprient selon des rythmes différents les nouveaux espaces urbains et s'investissent avec une intensité diverse dans la reconstruction du tissu social.

Dynamiques et acteurs du conflit armé en Colombie

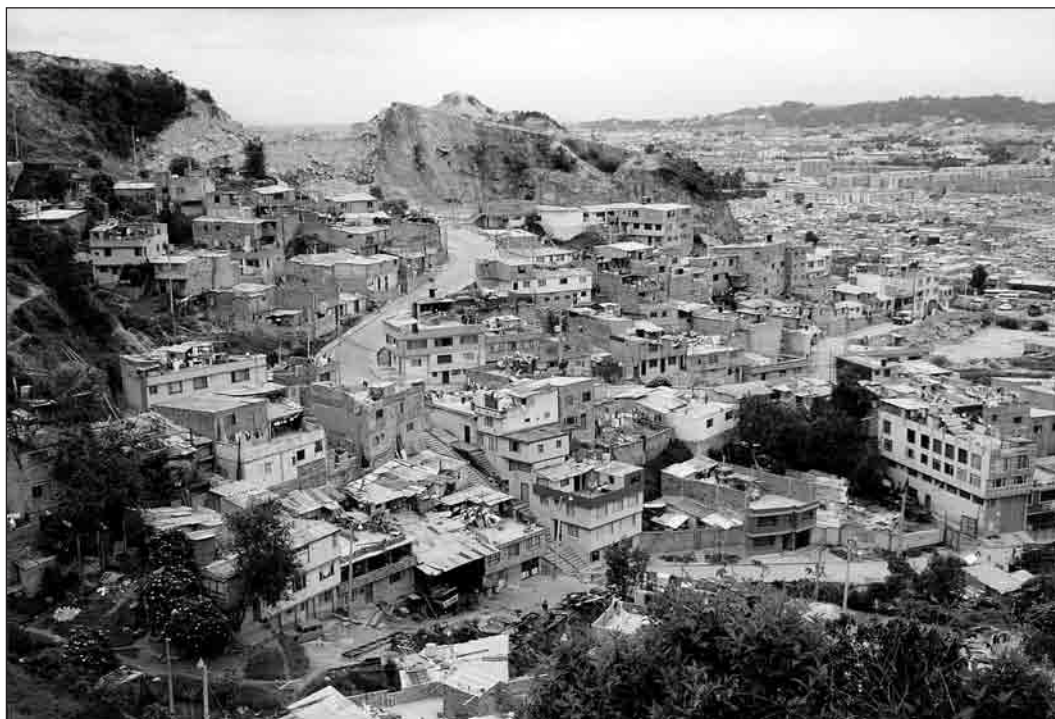
La violence politique a été considérée comme un trait endémique de l'histoire colombienne : il suffit de mentionner les guerres civiles du XIXe siècle ou la période « classique » des années 1950 et 1960 que désigne l'expression *La Violencia* (La Violence). De multiples acteurs se sont intégrés au conflit armé : la *guérilla*, l'armée, les groupes paramilitaires, le trafic de drogue, les *sicaires* (des assassins mercenaires), les milices populaires (ces dernières agissant dans les zones urbaines). Au milieu de tant d'expressions de violence,

les limites entre violence politique et criminalité ordinaire restent confuses. Pendant la décennie 1990, l'ensemble de ces actions violentes s'est traduit par un chiffre annuel de morts qui varie entre 25 000 et 30 000, ce qui représente un taux de plus de 85 morts violentes sur 100 000 habitants (Deas et Gaitán Daza 1994 ; Echandía 1998).

Pendant les vingt années dernières, les groupes *guerrilleros* les plus importants, l'Armée Révolutionnaire de la Colombie (FARC), l'Armée de Libération Nationale (ELN) et un secteur de l'Armée Populaire de Libération (EPL), ont avancé depuis leurs bastions des zones de colonisation pauvres et lointaines vers des municipalités plus riches, tout particulièrement vers celles dont les processus d'accumulation capitaliste effrénée (pétrole, trafic de drogue, entreprises bananières) ont été à l'origine de l'exclusion sociale croissante et du mécontentement parmi les couches populaires. Ces villes possèdent un grand potentiel d'extorsion et de séquestration (qui constituent les pratiques traditionnelles de financement de la *guérilla* en Colombie). De l'autre bord idéologique, au milieu des années quatre-vingt ont émergé les groupes paramilitaires bénéficiant de l'appui des grands propriétaires terriens et des narcotrafiquants. Les *paras* sont devenus les principaux adversaires de la *guérilla*, souvent avec la complicité des militaires. Ces deux acteurs armés ont fait de la domination territoriale leur principal objectif de lutte, de façon à entraver l'existence des espaces ou des populations neutres (comme celles qui se sont déclarées « communautés de paix » dans certaines régions du pays, et dont la « neutralité active » a été

1. L'Armée Révolutionnaire de la Colombie, FARC (Fuerzas Armadas Revolucionarias de Colombia).

2. Pour une discussion du concept de « projet de vie », voir Meertens 2000.



Quartier Santa Cecilia
(nord de Bogota).

violée à plusieurs reprises). Les familles paysannes qui habitent dans les territoires disputés ou dans ceux qui sont récemment passés des mains des uns aux autres, se voient forcées de fournir de la nourriture, de l'hébergement ou de moyens de transport aux occupants armés. Ils le font parfois sans les identifier, mais toujours avec la crainte de se trouver accusés d'être « auxiliaires » de la bande opposée, accusation qui peut leur coûter la vie. Bien que les groupes paramilitaires recourent à des formes plus extrêmes de sévices, tous les acteurs armés pratiquent la terreur et la vengeance.

Les effets de la terreur

En Colombie, à la différence de l'expérience d'autres pays latino-américains, sous les dictatures du Cône Sud ou dans les guerres civiles en Amérique Centrale au cours des années soixante-dix et quatre-vingt, la terreur n'est pas monopolisée par l'État ; elle n'est pas non plus dirigée vers l'extermination des minorités ethniques, ou des groupes politiques d'opposition, comme durant la période dite de *La Violence* des années cinquante et soixante. Il s'agit, d'après Eric Lair (1999 : 67), d'une stratégie décentralisée et désinstitutionnalisée visant à détruire le tissu social et à imposer le contrôle absolu sur une communauté. Elle s'exerce à travers des actes « exemplaires », dont la « sélectivité » ne diminue pas le caractère arbitraire, erratique, irrégulier, imminent et surtout *imprévisible*. Elle affecte en profondeur l'action collective de la population civile, puisqu'elle est invariablement interprétée comme une preuve d'enga-

gement avec l'un ou l'autre des acteurs armés. La neutralité n'est pas admise, mais au-delà de la polarisation, est imposée l'emprise de la méfiance. La terreur a changé les habitudes, non seulement dans l'espace public et la vie collective, mais aussi au niveau du quotidien et de l'espace domestique : l'intimité de la famille, de l'amour et de l'attraction sexuelle. C'est ce que Daniel Pécaut (1999b) a appelé l'effet du *non-lieu*, qui comporte la perte des espaces privés et de la possibilité de construire des liens affectifs sûrs³. Lorsque la population est forcée de fuir de sa région, le déracinement géographique a été souvent précédé par un déracinement émotionnel : le repli des liens sociaux et parfois la négation de son appartenance. Ce sont des expériences cruciales pour comprendre les processus identitaires à travers lesquels les hommes et les femmes déplacés reconstruisent leurs vies dans l'environnement urbain.

Dans ce type de situation, où l'ennemi ne peut pas être identifié clairement puisque tout le monde peut en devenir un, où les mobiles ne sont pas nets parce que les critères pour être considéré allié ou traître peuvent avoir changé, dans ce contexte, être victime de la violence, du déracinement et du déplacement se transforme souvent en une expérience extrêmement indivi-

3. J'utilise une notion quelque peu différente du concept défini par Marc Augé en faisant référence aux espaces de l'anonymat caractéristique de la grande ville, qui ne fournissent pas des référents relationnels ni une notion historique, étant donc dépourvus des symboles identitaires. (Augé 1993, Pérgolis 1998).

duelle. Les hommes et les femmes déplacés ont du mal à identifier des expériences communes.

Les modalités du déplacement forcé

Pendant plus de 50 ans, la scène prioritaire de la violence associée au conflit armé a été constituée par les zones rurales, et cette violence a fait de la population paysanne sa principale, quoique non exclusive, victime. Pour cette raison, l'histoire de la Colombie au XXe siècle est faite d'une longue suite de migrations, tant vers les villes que vers des zones de colonisation peu peuplées. Une grande partie de la population paysanne combine la quête d'enracinement avec un entrelacement complexe de mouvements géographiques, donnant lieu à des expériences que Stepputat a caractérisées en tant que « vies mobiles » (Stepputat, Nyberg *et al.*, 1998), dans lesquelles se mélangent la mémoire de faits traumatisants et la quête de meilleures conditions de vie. En général, ce sont des mouvements beaucoup plus individuels que collectifs. Ces mêmes mouvements de population sont en relation avec

familles déplacées ont été repérées, tant à Cali (où Agier et Hoffman ont mené leur étude) qu'à Bogota. Des luttes paysannes pour la possession de la terre dans la Côte Atlantique ; des disputes pour les terrains entre des paysans-colons et des communautés d'ascendance africaine sur la Côte du Pacifique ou des communautés indigènes dans le bassin de l'Amazone ; l'élargissement d'entreprises agro-industrielles, l'usurpation de terrains par des propriétaires terriens, l'introduction de cultures illicites par les narcotrafiquants, le contrôle des mouvements par la *guérilla*, la restriction dans le ravitaillement de vivres par les groupes paramilitaires. Le bagage d'expériences que les déplacés d'aujourd'hui apportent dans la ville se caractérise par son extrême hétérogénéité. Les flux migratoires suivent en des directions multiples (campagne-ville, espaces intra-urbains, inter et intra-régionaux). Depuis le milieu des années 1980, l'ampleur et la dégradation de la confrontation armée ont fait du déplacement la seule alternative de survie pour beaucoup d'habitants des territoires en conflit.

La première tentative systématique d'enregistrement et de mesure de l'expulsion de la population par la violence a fait son apparition en 1995, à l'initiative de l'église catholique (Conférence épiscopale de la Colombie 1995). Le nombre de déplacés entre 1984 et 1994 a été estimé à 600 000 personnes. Actuellement, en 2001, les chiffres du système d'information sur le déplacement du CODHES⁴ (organisation non gouvernementale) indiquent que le nombre des déplacés par la violence au cours des quinze dernières années (1985-2000) atteint deux millions de personnes, soit 2,5 % de la population nationale. Pour l'année 1999 la population déplacée a été estimée de 290 000 et pour 2000 de 315 000 (CODHES Informa, Bulletins du 30 et du 31 août 2000). Ces chiffres montrent l'ampleur du phénomène et ses vastes effets, non seulement en termes de dévastation et dépeuplement des zones rurales, mais de réaménagement territorial et de croissance vertigineuse et désordonnée des centres urbains (dans un pays dans lequel les villes hébergeaient déjà plus de 70 % de la population nationale).

La population concernée par le déplacement, quoique à dominante rurale et d'origine paysanne, est hétérogène. D'après différentes études (CODHES 1999a; Meertens et Segura 1999), entre 10 % et 30 % de cette population avait exercé des métiers de type



Soacha, Altos de Cazuca.

d'autres traits caractéristiques de l'histoire colombienne : le degré extrême de fragmentation politique et sociale des régions, la dynamique socio-économique complexe autour de leurs ressources et le degré de médiation clientéliste de l'État par rapport à elles. Les transformations territoriales dues à la guerre forment le panorama des zones d'origine des déplacés, que Agier et Hoffman ont appelé à juste titre une *mosaïque territoriale* (Agier et Hoffman 1999 : 113, 114). Des expériences vécues très complexes et parfois contradictoires par rapport à l'occupation foncière et au contrôle territorial dans les zones d'origine des

4. Expertise pour les Droits Humains et le Déplacement (CODHES, Consultoría para los Derechos Humanos y el Desplazamiento), Système d'Information (SISDES, Sistema de Información). Comme résultat de différentes méthodologies de recensement (gouvernementales et non gouvernementales), mais aussi en raison des difficultés pratiques pour l'enregistrement fiable des déplacés dans un pays en guerre, des énormes divergences sont apparues dans les chiffres et dans les références temporelles utilisées ; la discussion à leur égard prendrait beaucoup plus de place que celle dont nous disposons ici.

« urbain » avant le déplacement. Ils sont chauffeurs, commerçants, instituteurs, serveuses, employées, prostituées. Cette variété de professions montre que la violence est en train de pénétrer de manière croissante dans les petits noyaux urbains des municipalités rurales. La population déplacée est plus féminisée (58,2 %) que la population totale de la Colombie (51,2 %) (Conférence épiscopale 1995 : 43). Les enfants et les jeunes constituent environ 60 % de la population déplacée. La présence de femmes chefs des ménages est élevée (40 %), veuves ayant fui avec leurs enfants à la suite de la mort violente de leurs maris ; 18 % ont été abandonnées après leur arrivée en ville⁵.

Face aux menaces, aux hostilités, aux massacres ou recrutements forcés des jeunes, la population rurale fuit à travers différentes modalités de déplacement. À côté de quelques déplacements collectifs impressionnants, la modalité *dominante* du déplacement est restée inaperçue pendant plusieurs années : le déplacement individuel ou familial dispersé. Dans ces cas, les familles font le choix de fuir en silence et de chercher refuge chacune de son côté. Parfois elles effectuent un mouvement répétitif, lié à la dynamique même du conflit armé. Dans une succession de conquêtes-reconquêtes ou d'incursions dans le territoire où la famille paysanne habite, les différents acteurs armés tour à tour les menacent de mort. Les paysans fuient, retournent et fuient jusqu'à s'installer définitivement dans la ville. Devant la généralisation géographique du conflit armé presque à l'ensemble du pays, et face à la dynamique plus sélective et précise d'assassinats ou de menaces à cause de la collaboration supposée avec la bande adverse, le déplacement a suivi essentiellement cette modalité de fuites et arrivées dispersées, et insertion « au compte-goutte » dans les villes. À la différence d'autres pays, la Colombie ne connaît pas, en tant que « régime » jugé internationalement stable, la « réception » des déplacés dans des campements⁶.

On estime que Bogota est l'un des plus grands centres de réception des familles déplacées. D'après la dernière étude du Codhes, entre 1995 et 1998, 210 555 personnes sont arrivées à la capitale, au rythme de plus de 50 000 par an – cadence et volume qui se sont maintenus, voire accrus au cours des deux années dernières. Dans les régions les plus éloignées de la capitale, les courants de migration forcée se dirigent vers les villes moyennes à proximité des zones d'expulsion. Ces dernières combinent deux caractéristiques importantes : la proximité et une taille assez grande pour assurer l'anonymat. Les possibilités et la *volonté* de la population déplacée de retourner à ses lieux d'origine ou de se réinstaller dans d'autres zones rurales sont très limitées, étant donné la poursuite du conflit armé. À très peu d'exceptions, les projets collectifs de réinstallation rurale ont échoué, car ils ne parviennent pas à briser la méfiance des communautés

« réceptrices » ni à s'opposer aux pressions des acteurs armés de la région. Pour cette raison, « rester » en milieu urbain est l'option préférée de plus de 85 % des déplacés qui sont arrivés à la ville (CODHES 1999a, [Alcaldía Mayor] Mairie de Bogota 1999, Meertens et Segura 1999). La suite de l'article porte sur le cas de Bogota⁷.

Les chemins de l'urbanité

Les antécédents historiques en termes d'hétérogénéité sociale, culturelle et ethnique, d'expériences préalables de mobilité géographique, de diversité professionnelle, de fragmentation politique et de profonde rupture du tissu social, apportent à la population



Bogota, péri-centre nord.

déplacée des avantages et des désavantages pour son insertion urbaine. D'une part, ils entravent la construction et la re-construction des identités collectives avec des référents territoriaux, tels que le quartier. D'autre part, ils ont doté les déplacés d'une extraordinaire capacité pour faire face aux situations de drame humain et déployer des nouvelles initiatives de survie.

5. CODHES b.

6. Les auberges (centres d'hébergement) de Turbo, dans la région de Uruba, constituent l'une des rares exceptions ; leur raison d'être dérive de la modalité de déplacement collectif qui a été caractéristique de cette région plus que de toute autre. Dans d'autres villes, comme Barrancabermeja, il existe plusieurs « auberges » pour l'hébergement transitoire ; le Réseau de solidarité sociale a conçu un programme de Centres d'hébergement transitoire (CAT), qui n'opère pas pour le moment. À Bogota, quelques unes des familles qui arrivent au Terminus des Transports fuyant la violence sont dérivées à la Maison du Migrant, auberge transitoire de l'Arquidiocèse (l'évêché). (Réseau de solidarité sociale, Programa de Atención a la Población Desplazada. Acciones en Marcha [Programme d'Assistance à la Population Déplacée. Actions en Marche], Bogota, juin 2000).

7. Les informations sur Bogota ont été recueillies dans le cadre d'une recherche menée en 1998-1999 auprès de la population déplacée dans trois villes de différente taille. Voir : Meertens et Segura 1999.

«Au lieu d'un enracinement à un territoire ancestral, ces collectifs se caractérisent par leur transhumance, leur mobilité dans l'espace et à travers le temps. Les déplacés ou leurs parents ont souffert au préalable de déracinements et d'exodes forcés, par conséquent, ils possèdent des adresses et des habiletés reconnues qui leur sont utiles pour se déplacer et refaire leur vie dans des conditions vraiment critiques». (Uribe 2000)

Néanmoins, dans le cas des déplacés par la violence, les habiletés individuelles pour refaire leur vie trouvent aussi leurs limites, non seulement dans le contexte urbain local caractérisé par des services déficients ou dans la conjoncture de récession économique, mais aussi dans la condition subjective associée au fait de «se sentir déplacé».

L'arrivée «au compte-gouttes» des familles déplacées à Bogota fait que les trajectoires d'installation urbaine sont individuelles et multiples, sans que se constituent des «quartiers de déplacés» nettement différenciés⁸. Dans leur grande majorité, les familles cherchent les premiers contacts urbains avec des parents proches ou des compatriotes. Ceux-ci se sont établis dans la ville comme migrants «économiques» au cours des décennies précédentes, ou déplacés par la violence dans la période récente, ce qui donne lieu parfois à une migration «en chaîne» depuis une région particulière. D'autres déplacés arrivent sans aucun contact, poussés par le désir de s'éloigner le plus possible du lieu des événements violents. Les plus chanceux sont recueillis par les institutions de l'église lorsqu'ils arrivent au Terminus des transports en commun et sont hébergés dans la *Maison du Migrant*, que soutient l'archevêché de Bogota. Ils résident pendant quelques semaines dans cette maison, ou dans une maison de transition, avant de trouver une activité économique ou un emploi leur permettant de payer un loyer à leur compte. En somme, les réseaux familiaux, d'amis et compatriotes, et l'église, constituent la principale ressource de la première insertion.

Cette première insertion se situe dans les quartiers de la périphérie urbaine. Lorsqu'il s'agit d'hébergement là où des proches s'étaient établis depuis quelques décennies, le lieu peut être plus central ; lorsqu'il s'agit d'être reçus par des compatriotes récemment déplacés par la violence, ils s'installent dans des quartiers très «jeunes», dont l'origine a été en règle générale l'invasion ou la vente illégale des terrains, situés dans l'extrême périphérie de la zone métropolitaine. Néanmoins, cette première localisation dans la ville est limitée dans le temps : quelques jours, en cas d'hébergement par des proches ou par des compatriotes, ou quelques semaines dans le cas des centres d'hébergement de l'église. En effet, la solidarité des proches ou des compatriotes est de courte durée, puisqu'ils appartiennent aussi aux couches populaires à faible revenu et même face aux membres de leurs familles ils éprouvent parfois un certain degré de

méfiance ou de crainte «du mauvais sort qui les accompagne». Parfois ils vont chercher leurs proches malheureux à la station de bus, ils les hébergent et leur donnent à manger pendant quelques jours et leur servent de pont pour la quête de quelque activité économique provisoire ou pour demander une assistance institutionnelle. Mais après quelques jours, parfois une semaine, ils font pression sur eux afin qu'ils cherchent un autre endroit pour vivre et qu'ils apprennent à se débrouiller par leurs propres moyens.

La première politique publique pour l'assistance à la population déplacée a été dessinée seulement en 1995 ; ainsi se serait exprimée de façon timide la reconnaissance politique d'un «problème social». Plus tard, en 1997, la loi 387 a établi les responsabilités des services et mis en place la coordination officielle dans les mains du Réseau de solidarité sociale, une instance de la Présidence de la République. La mise en œuvre opérationnelle de cette législation a été freinée par le manque de volonté politique, par l'insuffisance des ressources financières et par la désorganisation technique des institutions, tout particulièrement dans les centres urbains dans lesquels l'augmentation de la population en situation de misère représente un défi pour les politiques d'investissement social. Les avancées pratiques en termes de services à la population déplacée se sont limitées à la première phase de l'assistance humanitaire, dans laquelle la présence des organismes internationaux (Comité international de la Croix-Rouge ; Haut-Commissariat des Nations unies pour les Réfugiés) a été d'une importance cruciale. Néanmoins, une ambiance politique et institutionnelle plus favorable a été créée et a entraîné de l'attention – très souvent ambiguë – de la part des médias. Dans ce contexte, la plupart des familles déplacées ont appris comment avoir recours à l'aide officielle au début de leur parcours urbain. Hommes et femmes sont envoyés par leurs proches, par les curés, par d'autres déplacés, ou bien reçoivent le conseil de la part du Bureau du Migrant, géré par des religieuses dans le terminus des bus de Bogota. Afin de se procurer le très recherché *Registro de Desplazado* (Carte de Déplacé) leur donnant accès à l'aide de l'État, ils s'adressent à la Defensoría del Pueblo (Médiateur), au Bureau de l'état-civil ou au Réseau de solidarité sociale. En possession de ce papier «magique» ils arrivent à la Croix-Rouge pour recevoir des provisions, et à d'autres institutions pour

8. Dans quelques villes moyennes le processus a été différent : des concentrations de déplacés sont apparues à travers l'invasion collective de terrains à l'entrée de la ville (Ibagué, capitale du département de Tolima) ou comme conséquence de la politique assistantielle de la municipalité (Bucaramanga, où quelques caves ont été assignées de façon temporaire aux déplacés dans la périphérie urbaine). Il s'agit clairement de situations considérées problématiques et transitoires, dont le manque de solution à moyen terme pourrait engendrer néanmoins le phénomène de «quartiers de déplacés».

obtenir quelque argent qui doit suffire pour payer trois mois de loyer d'une chambre ou d'un *cambuche* (place en dortoir). Bien que chaque pas exige beaucoup de patience (se mettre dans des files d'attente, supporter le « pas-aujourd'hui-mais-revenez-demain » et recevoir des traitements arbitraires), la plupart des hommes et des femmes déplacés réussissent à bénéficier d'une manière ou d'une autre de l'aide humanitaire.

Les femmes organisent la survie, les hommes cherchent un travail

En même temps, dès l'arrivée en ville, la quête d'un emploi ou d'une activité permettant de survivre dans le milieu urbain commence, les femmes parviennent à obtenir un « travail » plus facilement que les hommes; elles sont les premières à déployer toutes sortes d'initiatives pour s'en sortir, telles que la vente ambulante, le lavage du linge, l'emploi domestique. Ces activités confèrent aux femmes plus qu'aux hommes une certaine garantie de survie. Les hommes se trouvent confrontés au chômage dans une plus grande mesure, ou au moins c'est *ainsi qu'ils le ressentent*. Avant le déplacement, la plupart des hommes avaient travaillé dans des labours agricoles qui comportent des expériences peu utiles dans le nouveau milieu urbain. La formation afin de s'employer dans la construction ou dans la surveillance, les emplois plus faciles à obtenir, prend du temps. En plus, les attitudes masculines face au « travail » ou à l'« emploi » sont différentes de celles des femmes. Les hommes, dans leurs labours à la campagne, s'étaient habitués à faire des tâches bien définies demandant force physique et occupation à plein temps. Le terme de « travail » peut être difficilement appliqué aux affaires multiples et irrégulières qui servent de gagne-pain en ville. La plupart des hommes déplacés sont persuadés avoir été les premiers de la famille à trouver un travail, et font référence à une occupation plus ou moins stable et formelle. Mais les épouses et les filles étaient dès les premiers jours en train de vendre des *empanadas*⁹ dans les carrefours, des cigarettes aux feux rouges ou lavaient le linge des proches ou des compatriotes en échange d'un hébergement provisoire. Les activités de gagne-pain des femmes donnent un minimum de stabilité à la famille déplacée tout au long des premiers mois – sinon des années – de leur séjour urbain.

L'obtention d'un emploi plus ou moins stable représente l'un des plus grands défis pour les hommes qui se considèrent les chefs de ménage. L'obtention d'un travail, le premier surtout, nous instruit sur la qualité des réseaux d'information et de soutien dont dispose la famille déplacée. Quelquefois cet accrochage peut être relativement rapide, en raison de l'extension ou de la recommandation de proches ou de compatriotes. Néanmoins, en général, les taux de chômage parmi la population déplacée sont beaucoup plus élevés que la

moyenne nationale. Dans notre enquête sur Bogota, 80 % (!) des chefs de ménage ayant moins de trois mois de séjour déclarent être sans emploi au moment de l'entretien et – ce qui est en réalité plus inquiétant – il en va de même encore pour 55 % des chefs de ménage qui sont déplacés depuis plus de cinq ans en ville.

Les proches, les compatriotes et l'église s'épuisent vite en tant que sources de soutien, de solidarité et d'hébergement. Au moment où elle perd cette forme de protection, la famille déplacée cherche à s'insérer dans les quartiers de la périphérie urbaine, cette fois à son compte, c'est-à-dire moyennant le paiement du loyer. Cette situation tend à se prolonger pendant deux ans. Ensuite, c'est-à-dire après environ trois ans, un tiers des familles interviewées a pu acheter un terrain et



Quartier San Martin (centre).

construire un logement précaire, et un quart d'entre elles en a fait de même à partir de l'invasion d'un terrain (Meertens et Segura 1999). Dans ces quartiers périphériques, les hommes et les femmes déplacés se mélangent avec d'autres habitants urbains, ils mimétisent, mais s'intègrent difficilement. Ils rencontrent des

9. Chausson fourré à la viande ou autre ingrédient salé. (N. de T.).

migrants « économiques » qui sont arrivés des zones rurales et des migrants intra-urbains – en règle générale des anciens locataires qui cherchaient à se procurer un terrain et à construire leur propre logement. Fréquemment ils rencontrent dans la ville la même *guérilla* et les mêmes groupes paramilitaires, ainsi que des bandes et des milices urbaines. Leur déracinement n'en finit pas. Il y a aussi parmi les déplacés, plus chez les hommes que chez les femmes, ceux qui ne se résignent pas à une vie urbaine et qui continuent donc à chercher la possibilité de retourner dans leur région d'origine, ou de se réinstaller dans une zone rurale à travers les (faibles) offres institutionnelles du gouvernement. Ce sont des quêtes qui les empêchent de développer leur enracinement dans le milieu urbain. En somme, le seul trait commun aux trajectoires des déplacés arrivés en ville est le très haut degré de mobilité intra-urbaine¹⁰.

La dispersion, la diversité et l'individualisation des démarches entraînent plusieurs conséquences pour le processus d'insertion urbaine. *L'impact territorial* et social de ce type d'insertion est moins visible et ressenti que dans le cas d'exodes collectifs et d'arrivées en masse dans le milieu urbain. Dans le climat de méfiance généralisée qui caractérise ce mélange de population mobile, traversé en permanence par des menaces de violence de tout genre, le *stigmat* d'être déplacé, si florissant dans d'autres contextes, se dilue devant l'absence d'une manifestation collective de « l'autre » (Bello et Mosquera 1999, pour la ville de Cali). Pourtant, la méfiance impose à tous une espèce de *rétraction sociale*, puisque les acteurs armés sont aussi présents dans la ville. Les actions de ces derniers, semblables à celles de la délinquance ordinaire, créent un climat d'angoisse et d'insécurité qui s'ajoute à l'incertitude du déplacé sur son avenir social et de travail. Les espaces de rencontre habituelle dans le quartier (le parc, le magasin, le billard) sont souvent « marqués » par des meurtres ou d'autres faits de violence, et par conséquent ils ont cessé d'être des références d'identification territoriale ou communale (Bello 2001). Parmi les hommes et les femmes interviewés à Bogota, 40 % signalent ne pas entretenir de rapport avec leurs voisins (Meertens et Segura 1999). De cette manière se façonne ce que l'on pourrait appeler un *style de vie* ancré dans la méfiance : « il faut être prudent quant à ce que l'on dit et devant qui on le dit¹¹, puisque l'on ne sait pas réellement qui est chacun (son passé, ses intérêts, ses liens politiques, etc.), et ainsi prennent forme des modes de se mouvoir dans l'espace et dans le temps, des routines, qui cherchent avant tout à assurer la sécurité » (Bello et Mosquera 1999). Il faut se coucher de bonne heure, ne s'en prendre à personne, surveiller les enfants, ne pas parler du passé, ne pas partager ses craintes. Les seuls moments de solidarité et d'échange se trouvent mobilisés autour des événements négatifs de force majeure, la calamité, le désastre ou la mort. La reconstruction

du tissu social se trouve énormément entravée par la méfiance et la tendance à s'écarter des réseaux sociaux urbains ou à s'intégrer à ceux-ci de façon fragmentaire pour éviter de rencontrer de nouveau le conflit et la violence.

Avenir incertain et nostalgie impuissante

Dispersion, mobilité, méfiance, pauvreté absolue sont des éléments qui suffiraient à entraver l'appropriation de l'espace urbain et la configuration d'un nouveau projet de vie dans celui-ci. À ces obstacles il faut pourtant en ajouter un autre : le caractère *transitoire* de la situation dans laquelle les déplacés se trouvent. La condition transitoire du déplacé n'a pas de référents nets vis-à-vis du passé ni vers l'avenir. L'arrivée en ville n'a pas été un acte volontaire, mais une fuite ou une expulsion. Par conséquent, le passé constitue une affaire non réglée qui vacille entre la nostalgie idéalisante et le souvenir traumatique. Face à la prolongation du conflit armé, l'avenir est aussi incertain. Dans le cadre des politiques de l'État et dans l'éventail d'options individuelles, les possibilités de l'avenir se déroulent, sans se définir, entre ces trois directions : le retour, la réinstallation rurale et l'insertion urbaine définitive. Les deux premières se trouvent conditionnées par les dynamiques régionales du conflit armé ; la troisième, par le manque d'emploi et de logement et par l'absence de politiques étatiques de relogement urbain. Tandis que toutes les études sur la population déplacée¹² montrent que la grande majorité (et plus les femmes que les hommes) déclarent ne pas vouloir retourner, la politique gouvernementale continue de donner la priorité aux retours et à la réinstallation¹³, même dans des situations à faible viabilité et au milieu du conflit. Cette condition transitoire sans référents temporels est un facteur important de différenciation entre le déplacé et le migrant « économique », et elle empêche le développement de stratégies d'insertion urbaine plus définies et projetées vers l'avenir.

Cependant, les expériences traditionnellement différenciées des hommes et des femmes dans les milieux politiques et sociaux qui étaient les leurs avant leur déplacement les ont dotés de vulnérabilités et de potentialités différenciées pour refaire leur vie dans la ville. La tradition de mobilité des hommes les a aidés à supporter le déracinement, mais elle a eu des effets défavorables au moment de mettre en œuvre leurs capacités potentielles de construction de nouveaux

10. Voir aussi Agier et Hoffman (1999) pour la ville de Cali.

11. En italique dans l'original.

12. Voir par exemple CODHES 1999 et Meertens et Segura 1999.

13. Voir parmi d'autres : Réseau de solidarité sociale.

réseaux sociaux. En revanche, l'expérience de participation des femmes dans des réseaux informels de soutien quotidien a donné à celles-ci plus d'endurance vis-à-vis de leur nouveau milieu urbain. Ces contrastes se profilent plus nettement au bout des premiers mois de déplacement, lorsqu'on cesse d'être « déplacé » et de bénéficier de l'assistance humanitaire et qu'on doit développer un projet face à l'avenir.

Au bout de trois mois en effet, l'aide humanitaire prend fin. Il n'existe pas de politique claire de « relogement » tel que l'énoncent les officiels. Les institutions manquent de ressources. Obtenir une place pour un projet de relogement, demander un billet de retour à la campagne ou déposer sa candidature pour un projet de création de revenus, tout est une lutte sans fin avec des résultats incertains. Les femmes préfèrent se retirer du concert institutionnel. Elles ne veulent plus perdre du temps avec des bureaucraties inefficaces. Elles ne sont pas non plus obsédées par la possibilité de retour ou de réinstallation à la campagne, trop occupées avec les difficultés pratiques de la survie quotidienne. Elles mettent à l'œuvre toutes leurs capacités pour établir des liens sociaux à cette fin : pour qui va-t-elle travailler demain, quelle voisine va s'occuper de garder ses enfants, à qui peut-elle avoir recours pour un prêt d'argent, une casserole, une livre de riz.

« Regardez, lorsque j'allais à la Croix-Rouge ils me disaient toujours « revenez demain »... et de cette façon ils me tenaient à y aller une semaine durant, et vous savez, madame, chaque jour que je perds à cela, que je ne travaille pas, ce jour mes enfants n'ont pas de quoi manger... » (Entretien avec une femme déplacée à Bogota, décembre 1999).

En revanche, beaucoup d'hommes font preuve de persévérance dans leurs relations institutionnelles. Ceux qui se trouvent plus organisés font des manifestations en occupant les bureaux des institutions officielles pour attirer l'attention du gouvernement¹⁴. La plupart essaient simplement d'établir des contacts personnels avec les fonctionnaires comme ils l'avaient toujours fait.

« Un jour j'attendais à la Mairie parce que je voulais parler à la femme docteur qui dirige là-bas, lorsque soudain j'ai écouté un docteur qui était en train de dire quelque chose sur une parcelle de terrain qu'ils allaient donner aux déplacés... Je me suis approché et lui en ai demandé. Depuis ce jour-là je lui rends visite dans son bureau tous les jours. Il m'a dit soudain que cette terre il fallait l'acheter, et huit jours plus tard il a annulé tout le plan parce qu'il a dit que cela devenait trop problématique... » (Entretien avec un homme déplacé à Bogota, mars 1999).

Dans cette dynamique, quelques hommes deviennent des visiteurs permanents des bureaux du gouver-

nement, en espérant une aide, en songeant au retour ou à la réinstallation, en marchant des kilomètres pour pouvoir se rendre chaque fois à un plus grand nombre d'institutions ou toujours aux mêmes, en traversant la ville sans argent pour prendre les transports en commun. Même si le déplacé reconnaît ses droits et demande le concours de l'État pour la réorganisation



Quartier Santa Cecilia (nord de Bogota).

de sa vie, il finit par se trouver attrapé dans une espèce de dépendance institutionnelle en contraste avec le sens pratique des femmes. Ce contraste, présenté ici de façon stéréotypée, entraîne des projections différentes de l'avenir de la part des hommes et des femmes. Les responsabilités par rapport à la survie poussent les femmes à une intégration plus rapide et à une orientation plus urbaine de leurs projets de vie.

Le *projet de vie* implique (beaucoup) plus que la satisfaction des besoins immédiats ; il comprend la reconstruction du tissu social, de l'autonomie et de l'estime de soi, en rapport avec la définition de l'identité sociale de l'homme et de la femme déplacés, et conduit à la récupération du sens de la vie. Cette récupération n'est pas facile, parce que les déplacés constituent un groupe très hétérogène dont le statut commun ne dérive pas de quelque propriété telle que l'origine ethnique ou la filiation politique. Son caractère est beaucoup plus « circonstanciel » et se trouve lié à leur condition d'habitants d'une région en dispute entre les acteurs armés. En ce sens, ils ne peuvent pas se défendre du stigmate inhérent au fait d'être un déraciné

14. D'après Codhes, au cours de 1998 il y a eu 12 actions de protestation avec occupation des sièges des bureaux officiels à Bogota. (Codhes 1999). Fin 1999 une occupation des bureaux de la Croix-Rouge internationale a été organisée ; situation qui a duré jusqu'en octobre 2000.

– ce que comporte souvent l'idée de « déculturé » –, ils n'ont pas une forte demande de justice et de reconnaissance en commun qui puisse compenser la discrimination collective. Ils ne constituent pas, ni à leurs propres yeux ni à ceux des autres, ce que Malki a appelé une *communauté morale* (Malki 1992).

À la différence du migrant « économique », le déplacé forcé par la violence n'a pas eu l'intention de migrer, le nouveau lieu n'a pas de rapport avec ses perspectives d'avenir. Le déplacé a une mémoire perturbée par les faits de violence. Il partage avec les migrants « économiques » beaucoup de motifs de nostalgie, mais ceux-ci sont devenus plus abstraits et lointains dans le temps. Le temps « d'avant » n'était pas déjà si idyllique lorsqu'il a dû partir, il était déjà « abîmé » par la guerre, tâché par le sang des voisins et des proches. La mémoire, comme partie constitutive de son identité sociale, est devenue traumatique; le passé immédiat, innommable. Pour 84 % des hommes et des femmes interviewés, le sentiment d'être « déplacé » persiste dans le temps. Le sentiment de *nostalgie*, nommé comme la raison principale pour se sentir « hors lieu », devient plus intense que les adversités matérielles elles-mêmes, et constitue l'un des principaux obstacles pour la construction d'un projet de vie dans la ville.

Différences de perspectives au sein du groupe familial

À Bogota, l'impact urbain du déplacement forcé dans ses dimensions territoriales et sociales reste moins visible que dans les cas d'exodes collectifs ou d'arrivées en masse dans l'espace urbain. Les antécédents historiques de la population déplacée – grande hétérogénéité et expériences de « vie mobile » avant le déplacement forcé – leur ont donné certaines habiletés pour assumer la reconstruction de leurs projets de vie dans des milieux nouveaux et inconnus. Par ailleurs, ils ont entravé la construction et reconstruction d'identités

collectives ayant de référents territoriaux dans l'espace urbain. La dynamique du conflit, les pratiques de la terreur et la présence des acteurs armés dans le milieu urbain, rendent extrêmement difficile la reconstruction du tissu social, car le mode de vie des déplacés est caractérisé par la rétraction des réseaux sociaux urbains.

Les différentes constructions de la masculinité et de la féminité font que non seulement les effets de la violence et le déracinement mais aussi les potentialités de reconstruction du projet de vie se différencient par genre. Les femmes déplacées ont souvent plus d'habiletés que les hommes pour assurer la survie immédiate d'elles-mêmes et de leurs familles; à travers leur insertion précaire dans le marché du travail urbain elles tissent des nouveaux réseaux de sociabilité urbaine. Les hommes ont tendance à s'attarder plus qu'elles pour reconstruire leur identité par rapport au travail, de même qu'à s'accrocher aux rêves de retour ou de réinstallation à la campagne, nourris par les instances gouvernementales d'assistance. Ces différences de genre se répètent en ce qui concerne les formes d'utilisation et d'appropriation de l'espace urbain. Beaucoup d'hommes se déplacent à travers les espaces de la ville non pas pour s'approprier ces lieux mais dans le but de s'en aller, de retourner à la campagne. Avoir recours à l'assistance humanitaire pour obtenir un billet de retour ou pour s'inscrire dans un projet de logement, cela exige de traverser des rues et des places, de vaincre de grandes distances à pied, entre un bâtiment et l'autre, et entre une institution et l'autre. Par ailleurs, les femmes développent des réseaux de sociabilité plus ancrés dans le voisinage et dans les relations de travail personnalisées (comme le service domestique) et se déplacent dans la ville pour y conquérir les moyens de la survie du groupe familial; ce faisant, elles s'insèrent dans le milieu urbain.

Donny Meertens

Traduit de l'espagnol par Susana Peñalva

BIBLIOGRAPHIE

Agier Michel, (2000), « La Antropología de las identidades en las tensiones contemporáneas », *Revista Colombiana de Antropología*, vol. 36, enero-diciembre 2000, 6-19.

Agier Michel y Odile Hoffmann, (1999), « Pérdida de lugar, despojo y urbanización. Un estudio sobre los desplazados en Colombia », Fernando Cubides y Camilo Domínguez, (eds.), *Desplazados, migraciones internas y reestructuraciones territoriales*, Bogota, Universidad Nacional de Colombia, Centro de Estudios Sociales y Ministerio del Interior, 104-126.

Arocha Jaime, Fernando Cubides y Myriam Jimeno (eds), (1998), *Las violencias : inclusión creciente*, Bogota, Universidad Nacional de Colombia, Colección CES.

Arquidiócesis de Bogota y CODHES, (1997), *Desplazados por la violencia y conflicto social en Bogota*, Bogota.

Augé Marc, (1998), *Los «no-lugares» : Espacios del anonimato. Una antropología de la Sobremodernidad*, Barcelona, Gedisa.

Bello, Martha Nubia, (2001), « Identidad, Dignidad y Desplazamiento Forzado : una lectura Psicosocial », *Observare. net* (Revista de internet), edición n° 2, Bogota, septiembre.

Bello, Martha Nubia y Claudia Mosquera, (1999), « Desplazados, migrantes y excluidos : actores de las dinámicas urbanas », Fernando Cubides y Camilo Domínguez, *op. cit.*, p. 456-474.

CODHES, (1999), *Un país que huye. Desplazamiento y violencia en una nación fragmentada*, Bogota, CODHES/Unicef.

Conferencia Episcopal de Colombia, (1995), *Derechos Humanos. Desplazados por violencia en Colombia*, Bogota.

Deas Malcolm y Fernando Gaitán Daza, (1994), *Dos ensayos especulativos sobre la violencia en Colombia*, Bogota, FONDADE y Departamento Nacional de Planeación.

Echandia Camilo, (1998), «Expansion territorial de las guerrillas colombianas : geografía, Economía y violencia», en Malcolm Deas y Maria Victoria Llorente (eds.), *Reconocer la guerra para construir La Paz*, Bogota, CEREC, p. 99-150.

Lair Eric, (1999), «El terror, recurso estratégico de los actores armados : reflexiones en torno al conflicto colombiano», *Análisis Político* 37, p. 64-77.

Malki Liisa, (1992), «National Geographic : The Rooting of Peoples and the Territorialization of National Identity among Scholars and Refugees», *Cultural Anthropology* 7 (1), p. 24-44.

Meertens Donny, (1995), «Mujer y violencia en los conflictos rurales», *Análisis Político* 24, p. 36-49.

Meertens Donny, (1998), «Victimas y sobrevivientes de la guerra : tres miradas de género», En *Arocha, Cubides y Jimeno*, 1998, p. 236-265.

Meertens Donny, (2000), «Género y Violencia. Perspectivas y prácticas de investigación», en Angela Inés Robledo y Yolanda Puyana (comps), *Ética : masculinidades y feminidades*, Universidad Nacional de Colombia, Centro de Estudios Sociales, Bogota, p. 37-55.

Meertens Donny y Nora Segura Escobar, (1999), *Exodo, Violencia y proyectos de Vida. La reconstrucción de la vida cotidiana de hombres, mujeres y jóvenes desplazados por la violencia : tres estudios de caso*, Bogota, Universidad Nacional de Colombia, Informe final para Colciencias.

Pécaut Daniel, (1999a), «Los desplazados : un problema social y político», *Revista Estudios Políticos*, Enero-junio, Medellín, Universidad de Antioquia.

Pécaut Daniel, (1999b); «Las configuraciones del espacio, del tiempo y de la subjetividad en un contexto de terror», *Revista Colombiana de Antropología*, vol. 35, enero-diciembre, 8-35.

Pérgolis Juan Carlos, (1998), *Bogota fragmentada. Cultura y espacio urbano a fines del siglo XX*, Bogota, Tercer Mundo Editores.

Red de Solidaridad Social, (2000), *Atención a población desplazada por el conflicto armado. Compendio de políticas y normas*, Bogota.

Sen Amartya, (1989), «Development as capability expansion», *Journal of Development Planning* 19, 41-58.

Sobernigo José, (1990), *El proyecto de vida, en busca de mi identidad*, Madrid, Sociedad de Educadores/Atenas

Stepputat Finn, Sorensen Nyberg y otros, (1998), «Vidas móviles y la gobernanza de la movilidad : poder, políticas e identidades en el campo del desplazamiento interno en America Latina», Center for Development Research, Copenhague.

Uribe María Teresa, (2000), «Notas para la conceptualización del desplazamiento forzado en Colombia» en *Estudios Políticos* 17, p. 47-72, julio-diciembre, Medellín.

Donny Meertens est anthropologue, PhD, enseignant-chercheur du Centre d'études sociales de l'Université nationale de la Colombie à Bogota.
<sanmeer@colnodo.apc.org>